

Présentation

*Nouria BENGHABRIT-REMAOUN**

La formation constitue aujourd'hui un enjeu dans l'acquisition des savoir-faire et des compétences nécessaires à l'exercice et à l'adaptation à une activité professionnelle. Elle est théoriquement assimilée à un processus d'amélioration de l'employabilité. Ainsi conçue, elle est exécutée en lien avec les objectifs socio-économiques et culturels des politiques publiques. Sous cet aspect, son champ paraît vaste et nécessite pour une meilleure compréhension de ses enjeux, une analyse relativement fine rendant compte de ses articulations avec les politiques publiques, de l'emploi et de l'éducation. La première question que nous soulevons, à ce niveau, est celle des changements socio-économiques survenus depuis 2000 et leur impact sur la formation et l'emploi en Algérie.

La problématique de l'insertion des formés s'est imposée comme une question centrale eu égard au taux de chômage des jeunes ; ce taux reste chroniquement élevé et ils touchent tout particulièrement les nouveaux diplômés et les nouveaux venus sur le marché du travail. Ces diplômés chômeurs réagissent à cette situation par des mouvements de protestation mettant en cause la restriction de l'emploi public « comme débouché naturel ». Le système national de formation se trouve actuellement confronté à un véritable dilemme : comment d'une part privilégier la demande « sociale » de formation et d'autre part constituer un levier de commande sur lequel l'action publique pourrait s'appuyer pour accompagner les différentes réformes économiques engagées ? Les réalités économiques d'aujourd'hui ont vu naître de nombreuses PME/PMI. Dans un tel contexte, la question est de savoir en quoi consistent la nouvelle stratégie industrielle et la dynamique de croissance impulsée par les différentes réformes engagées.

Il va sans dire que c'est au système d'éducation et de formation que revient la charge d'assurer la préparation aux différents changements en cours, pour les placer en situation de favoriser les nouvelles formes d'échanges et de communication, avec les nouveaux agents économiques nationaux et internationaux. Relativement statique, la relation emploi-formation s'inscrit désormais dans une dynamique qui impose une forte réactivité des systèmes de formation et d'emploi dans les différents

* Sociologue, Directrice Crasc, Oran

secteurs : Enseignement supérieur, Education nationale, enseignement et formation professionnels. Ainsi, depuis 2002 le système de formation connaît de profondes réformes visant à accroître d'une part la synergie entre ses différents segments et d'autre part son efficacité. L'éducation de base et l'enseignement post-obligatoire, par exemple, connaissent une refonte des paradigmes pédagogiques par l'adoption de l'approche par compétences. L'enseignement supérieur, quant à lui, a introduit des licences professionnalisantes qui constituent des éléments importants dans l'articulation avec le marché du travail et l'insertion professionnelle des formés. La Formation et de l'enseignement professionnels se trouvent également, engagées dans une nouvelle réforme, au nom de deux priorités essentielles : d'une part la mise en adéquation de l'offre et de la demande de formation et d'autre part l'apprentissage d'un métier permettant aux jeunes d'entrer rapidement dans la vie active.

Le colloque « *Quelles formations pour quels emplois en Algérie* », organisé par le CRASC les 4 et 5 octobre 2011, a permis d'interroger les politiques de formation et d'emploi en vue d'identifier les logiques qui régissent les différents systèmes. Dans un marché de travail non structuré autour de la demande adressée aux instances de régulation de l'emploi, quelles sont les stratégies mises en œuvre ? Remettant en question l'hypothèse de l'existence d'une cohérence entre le modèle de développement du pays et son système de formation, nous avons analysé les sous-systèmes de formation et d'emploi, porteurs tous deux de logiques apparemment autonomes, en prenant comme exemples le cas de l'enseignement technique et celui BTPH.

Les actes de ce colloque sont articulés autour de cinq axes. Le premier axe mettant en exergue la relation formation-emploi, à travers un état des lieux, est sous-tendu par quatre interventions. Celle de **Akila Chergou**, partant de la problématique de l'adéquation des profils des diplômés aux exigences en qualifications des entreprises économiques, est centrée sur la nouvelle politique de pilotage du système par la demande au lieu du pilotage par l'offre, en mettant en exergue l'une des principales stratégies de cette politique qui est le développement du partenariat. **Mourad Sadou**, se basant sur l'expérience de coopération allemande dans le domaine de la formation professionnelle et, en particulier, de l'appui accordé aux institutions algériennes pour construire les dispositifs d'aide mis en place, propose quelques éléments de réflexion s'articulant autour des différentes acceptions données par les acteurs à cette question, et ce, selon leurs niveaux d'intervention. Privilégiant l'approche "entreprise", son intervention a débouché sur quelques constats et indications, situant *in fine* les dysfonctionnements

et clarifiant les termes du débat. Portant sur un panorama du marché du travail en Algérie et les nouveaux défis, l'intervention de **Mohamed Saïb Musette** a permis de répondre à la question de savoir quelles sont les tendances lourdes de ce marché ? La révélation de ces tendances est nécessaire à la compréhension des trois nouveaux défis auxquels les acteurs sont confrontés : l'employabilité des jeunes, la dynamique de l'informel et la qualité de l'emploi. Centrant son propos sur la marginalité de la problématique en matière de maîtrise des savoir-faire et de qualification, dans le système d'éducation et de formation, **Nouria Benghabrit-Remaoun** nous convie à un débat sur l'école perçue comme système d'éducation et de formation. Les questions principales soulevées sont de savoir comment s'articulent les différentes fonctions de l'école dans un contexte de démocratisation ayant abouti à une massification de l'enseignement et quelle place occupe la problématique des savoir-faire dans le système d'éducation et formation.

Le second axe « *local et formations spécifiques* » est investi par quatre contributions. La première signée par **Aziz Nafa** vise un état des lieux et une analyse du tissu économique et de la formation professionnelle en Algérie. La question centrale est de savoir dans quelle mesure la relation entre l'industrie et la formation professionnelle est-elle productive ? La protection sociale et les politiques de l'emploi sous-tendent la trame textuelle tissée par **Mourad Moulai-Hadj et Fouad Nouar**, dont l'objectif majeur est d'analyser les logiques de la régulation du marché du travail, à travers les dispositifs mis en place et le rôle des réseaux sociaux et notamment familiaux dans les stratégies d'emploi. **Nouria Benghabrit-Remaoun** et son équipe soulèvent la question de savoir si les nombreuses offres dans le secteur du BTPH attirent les jeunes en quête de formation pour l'emploi ; autrement dit si ce domaine de formation exerce une force d'attraction suffisante sur eux pour en inciter la majeure partie à y faire carrière ? Dans le cadre des dynamiques socioéconomiques observées dans la région de Tlemcen, la troisième contribution met en évidence les facteurs déterminants de la production du tapis artisanal, à travers une enquête menée par **Mustapha Medjahdi**. Le secteur de la pêche est au centre de la problématique formulée par **Mourad Moulay hadj**, dans le dernier texte de cette série, préconisant une approche anthropologique de la vie quotidienne des marins pêcheurs à Ghazaouet, pour montrer le rôle la famille dans le recrutement ainsi que les modalités d'utilisation des bateaux de pêche.

Le troisième axe se meut sur l'articulation *de l'enseignement à la formation*. **Akila Khebbeb** ouvre le débat avec l'exemple d'une unité d'enseignement universitaire préparant à l'adaptabilité et à l'employabilité. **Menouer Maarif** tente d'approcher le système de formation professionnelle à travers une étude de terrain à Tlemcen. Il livre quelques résultats en matière d'impacts des actions de formation sur la qualification des sortants du système. La problématique de la formation des éducateurs d'enfants à besoins spécifiques est soulevée dans une intervention de **Salah Taghli** qui a mené une enquête auprès de ce personnel exerçant dans les centres et associations accueillant cette catégorie d'enfants. **Zoubida Senouci** propose une analyse des dispositifs actuels de formation initiale et continue, mettant ainsi en exergue les rôles de chacune des deux tutelles. La question majeure soulevée est de savoir si la collaboration secteur formateur et secteur utilisateur constitue un enjeu de la professionnalisation pour les différents acteurs ? **Abla Rouag** soulève la problématique du projet professionnel de l'étudiant dans le système LMD. Elle montre comment ce projet conditionne le projet de formation. **Aïcha Benamar** s'interrogeant sur les événements survenus au Bac pro en propose une chronique, à partir d'entretiens menés avec différents acteurs du système éducatif.

Autour du quatrième axe centré sur la préparation *de la formation à l'insertion professionnelle* s'articulent trois textes. Le premier texte de **Sid Ali Rayane** met l'accent sur les missions de formation des écoles normales supérieures, à travers l'exemple d'un processus de conceptualisation en chimie et les stratégies mises en place en première année universitaire. Le texte de **Toufik Samaï** prend assise sur une étude du processus de formation professionnelle dans la ville de Sétif. L'évaluation de l'employabilité des diplômés est réalisée à travers une enquête menée par **Farida Benaïssa et Nora Chelli** à l'Université de Skikda. La question principale soulevée est de savoir s'il existe une employabilité du produit universitaire autrement dit du diplômé ?

Le cinquième et dernier axe tente de tracer quelques perspectives. La contribution de **Seddik Bakhouche** montre le rôle décisif de la connaissance dans les compétitions et les guerres économiques qui attendent les entreprises algériennes promues à la mondialisation. La question soulevée est de savoir quelles voies de sortie pour ces entreprises et comment peut-on les aider à amortir le choc face à quelques attaques annoncées ? La politique de formation au GNLZ 1 est interrogée par **Omar Derras**. L'auteur nous propose un décryptage de l'institutionnalisation de la gestion des carrières des salariés de SH, et

ce, à travers la systématisation de la formation, en vue de réguler le déficit en qualification sur le marché national du travail. **Ali Tadjine** s'intéressant à la formation continue que l'entreprise dispense à ses employés interroge la relation formation/emploi face à la problématique de l'insertion des jeunes dans le monde de travail en cette période de transition caractérisée par des mutations structurelles et des changements socio-économiques.